t-il une ombre fâcheuse sur les autres; car il n'y en a aucune qui doive être déshéritée de son importance historique. La puissance ecclésiastique est d'ailleurs celle qui change le moins au fond, en dépit des circonstances. Quel qu'ait été le malheur des circonstances particulières où l'Église et la Papauté ont été jetées durant le XIVe siècle, ce serait s'abuser étrangement que de croire que l'Europe chrétienne et le gouvernement religieux aient différé beaucoup pour cela de ce qu'ils étaient aux siècles qui avaient précédé, et de ce qu'ils furent aux siècles qui suivirent.

M. l'abbé Christophe a remarqué et conclu qu'à peu d'exceptions près les luttes et les difficultés auxquelles la papauté se trouva mèlée durant cette époque, intéressaient la politique des princes bien plus que l'Église elle-même. C'est là son opinion formelle sur le grand schisme qui divisa l'Europe pendant quarante ans; cette division fut si bien une affaire politique que certains auteurs ont pu soutenir ce paradoxe spécieux, qu'il n'y avait pas eu de schisme dans le véritable sens du mot. L'unité de l'Église ne reçut même jamais de plus éclatants hommages, car elle fut unanimement proclamée par tous les princes de l'Europe. Quand Urbain VI et Clement VII se partageaient l'obédience des divers États et que la question de légitimité, encore obscure aujourd'hui pour nous, était livrée aux interprétations les plus diverses, il n'entrait dans la pensée d'aucun gouvernement ni d'aucune université qu'il pût y avoir deux papes ou deux Églises. Les partisans de chacun des deux compétiteurs espéraient également réunir un jour tous les dissidents à l'obédience du pape de leur choix. Ils gardèrent quinze ans cet espoir, et ce ne fut qu'après l'avoir perdu qu'ils songèrent les uns et les autres à opérer un rapprochement ou à obtenir une cession réciproque des deux pontifes. Dans cette nouvelle phase du schisme, ce fut un curieux spectacle que celui de la